

Théorie et pratique du communisme

par le R. P. Henri CHAMBRE,

Directeur d'études à l'École pratique des Hautes Etudes (Paris)(*).

★

Traiter en une heure de la théorie et de la pratique du communisme est une gageure difficile à tenir, tant le sujet est vaste. Sans remonter jusqu'aux tendances communistes qui se rencontrent en certaines philosophies de l'Antiquité, ne faudrait-il pas évoquer au moins rapidement les conceptions communistes de la fin du XVIII^e siècle, qui se sont fait jour avec l'Abbé de Mably ou avec Morelli dans son Code de la Nature ? Ne faudrait-il pas rappeler les idées de Gracchus Babeuf ou celles postérieures de Cabet, l'ancien procureur du roi Charles X ? Mais, même sans retourner aussi loin en arrière, en ne s'en tenant qu'au communisme issu des conceptions de K. Marx et de F. Engels, que de divergences entre les conceptions du marxisme-léninisme mises en œuvre en Union Soviétique ainsi que celles soutenues par les divers Partis communistes européens qui se sont réclamés de la Troisième Internationale, et les conceptions qui se réclament de Trotsky et de la Quatrième Internationale ou celles de certains mouvements anarchistes ! Il faut donc faire un choix, et, même l'ayant fait, à l'intérieur du système retenu, il va falloir privilégier certains aspects, laisser dans l'ombre certains problèmes. Ayant choisi un certain nombre de thèmes, il faudrait justifier ce choix, montrer pourquoi on ne retiendra pas telle ou telle interprétation, par exemple parmi les plus récentes formulées en France, celles d'un Denys Mascolo, d'un Henri Lefebvre, ou d'un Maximilien Rubel, qui, toutes, cependant ont leur intérêt (1). Mais le temps nous presse. Il faut consentir à ne pas justifier pleinement notre choix, heureux si les thèmes et problèmes retenus vous apparaissent comme centraux dans le communisme d'aujourd'hui.

Nous nous attacherons à la théorie et à la pratique du marxisme-léninisme. Et même, de l'une et de l'autre nous ne retiendrons que ce qui nous

paraît essentiel pour l'heure. C'est pourquoi, après avoir rappelé en quelques mots les thèmes cardinaux de la pensée de Karl Marx, que nous ne discuterons que très brièvement, nous contentant de renvoyer aux travaux spécialisés pour un examen critique sérieux de ces thèses (2), nous aborderons un problème qui nous paraît central et d'une actualité brûlante dans la pratique du communisme, celui de la manière dont il entend coopérer à la libération des peuples de couleur.

Notre exposé qui, à première vue, pourrait sembler disparate, ne le sera pas effectivement, si l'on veut bien remarquer que nous serons amenés à étudier ce que Lénine apporte à K. Marx, pour pouvoir comprendre en quoi consiste la libération des peuples par le marxisme.

Si nous voulons d'emblée nous situer au cœur de la pensée de Karl Marx, ce n'est ni à l'étude du *Manifeste Communiste* ou du *Capital*, ni à celle du matérialisme dialectique ou du matérialisme historique qu'il faut nous arrêter. C'est à la conception de l'homme, car elle constitue la clé de voûte aussi bien du matérialisme dialectique et du matérialisme historique que du *Manifeste Communiste* ou du *Capital*.

Procédant de Ludwig Feuerbach, Karl Marx explique l'homme à partir du besoin. « L'homme, écrit-il, est immédiatement un être naturel. Comme être naturel, et être naturel vivant, il est d'une part doué de forces naturelles, de forces vitales...; ces forces existent en lui sous forme de dispositions,

(*) Communication faite le 5 novembre 1958.

(1) Cf. D. MASCOLO, *Le communisme, Révolution et communication ou la dialectique des valeurs et des besoins*. Gallimard, Paris, 1953. — H. LEFEBVRE, *Critique de la vie quotidienne*, 2^e édit., L'Arche, Paris, 1957; du même: *Problèmes actuels du marxisme*. P.U.F., Paris, 1958. — M. RUBEL, *Karl Marx, essai de biographie intellectuelle*. Rurère, Paris, 1957.

(2) Cf. J.-Y. CALVEZ, *La pensée de Karl Marx*, collection « La Cité prochaine ». Edit. du Seuil, Paris, 1956.

d'aptitudes, d'instincts. D'autre part, en tant qu'être objectif, naturel, corporel, sensible, il est un être *souffrant*, dépendant et borné..., c'est-à-dire les *objets* de ses instincts existent hors de lui, indépendants de lui, mais ils sont les objets de son *besoin*, ils sont indispensables et essentiels pour l'actuation et la confirmation de ses forces substantielles » (3).

Au point de départ de l'histoire humaine se trouve l'homme vivant, cherchant à satisfaire un certain nombre de besoins primordiaux qui lui permettront de vivre. « Le premier fait historique est la production des moyens permettant de satisfaire ces besoins » (4). Et le second est que « le premier besoin une fois satisfait, l'action de la satisfaire et l'instrument déjà acquis de cette satisfaction poussent à de nouveaux besoins » (5).

La manière dont l'homme se comporte est essentiellement une explication, une lutte avec la nature, qui doit lui fournir les moyens de satisfaire ses besoins. Dans cette longue et difficile entreprise, l'homme, — s'il est réellement homme, c'est-à-dire s'il est cet homme social auquel Karl Marx se réfère toujours quand il parle de l'homme —, s'approprie la nature d'une manière universelle, y réalisant son essence, de telle sorte que cette nature soit pleinement hominisée et l'homme pleinement naturalisé. Alors, est réalisée l'essence universelle de l'homme; alors, est achevé l'antagonisme entre l'homme et la nature, entre la liberté et la nécessité, entre l'individu et l'espèce. C'est le communisme, « humanisme en tant que naturalisme achevé, naturalisme, en tant qu'humanisme achevé », complet (6).

Issu de la nature, en s'opposant à elle, l'homme conquiert son essence universelle et devient ainsi totalement homme. Par son travail, ainsi que l'écrit K. Marx, « la nature est devenue l'être humain de l'homme ». Prenant conscience dans son combat avec la nature de ce qui le sépare d'elle, d'abord écrasé par celle-ci, l'homme trouve en elle les conditions de son accomplissement, de la réalisation de sa véritable stature d'homme. Prise de conscience et combat sont indissociables : ils sont au centre de la conception marxiste de l'homme.

Mais, K. Marx ne procède pas que de Feuerbach. K. Marx procède tout autant de Hegel, dont il reprend une des idées maîtresses. « La grande importance de la *Phénoménologie* de Hegel, écrit-

il, ... est que Hegel considère la création de l'homme comme un processus » (7), mais, hélas, un processus purement spirituel. K. Marx reprend cette idée et la lie à la première. L'homme est un processus créateur : il se crée dans et par son activité même. Mais tandis que, pour Hegel, il s'agissait de l'activité créatrice de l'esprit, pour K. Marx c'est de l'activité quotidienne, du travail humain qu'il s'agit. « Tout ce qu'on appelle histoire n'est rien d'autre que le processus créateur de l'homme par le travail humain, le devenir de la nature pour l'homme. Il a donc la preuve de sa propre création par soi-même » (8). L'histoire est le véritable acte de naissance de l'homme. Au terme de sa vie, F. Engels écrira que le travail « est la condition fondamentale première de toute vie humaine, et il l'est à un point tel que, dans un certain sens, il nous faut dire : le travail a créé l'homme lui-même » (9).

L'homme est demiurge de l'homme, « l'homme est l'être suprême pour l'homme » (10). Il n'a donc plus besoin de chercher en dehors de lui la source de son être et de sa vie. L'homme, selon Karl Marx, est un homme sans-Dieu, qui n'a plus à se poser de question à ce sujet, ni à nier Dieu, car « il part de la conscience *théoriquement* et *pratiquement* sensible de l'homme et de la nature comme de l'être » (11).

Parce que l'homme est activité qui se crée par son travail, parce qu'il se fait lui-même homme dans sa lutte contre la nature, il ne saurait être créé par un autre, par un Dieu. Chez Karl Marx, l'athéisme a son fondement immédiat dans sa conception du travail. « L'athéisme de Karl Marx, écrit dans *Esprit* le philosophe Jean Lacroix, est l'envers nécessaire de sa définition positive de l'homme comme un être *essentiellement ouvrier* qui conquiert son humanisme en transformant le

(3) K. MARX, *Manuscrits économique-philosophiques de 1844*, trad. franç., Œuvres philosophiques, Costes, Paris, tome VI, p. 76.

(4) K. MARX, *L'idéologie allemande, 1^{re} partie; Feuerbach*, trad. franç., Edit. Sociales, Paris, p. 19.

(5) *Ibid.*

(6) K. MARX, *Manuscrits*, p. 23.

(7) K. MARX, *Manuscrits*, M.E.G.A. I, III, p. 156.

(8) K. MARX, *Manuscrits*, trad. franç., p. 40.

(9) F. ENGELS, *Dialectique de la nature*, trad. franç., Edit. Sociales, Paris, 1955, p. 177.

(10) K. MARX, *Introduction à la critique de la philosophie du droit de Hegel*, trad. franç., Œuvres philosophiques, Costes, Paris, tome I, p. 97.

(11) K. MARX, *Manuscrits*, trad. franç., p. 40.

monde par son travail » (12). Autrement dit, « l'athéisme n'est pas une superstructure du marxisme, il lui est absolument essentiel » (13).

Cette conception de l'homme qui se crée lui-même par son travail comme un être *absolument* indépendant, sans Dieu, est au cœur de toutes les analyses de K. Marx, des aliénations de l'homme en régime capitaliste, de la critique du *Capital*, de la conception de la révolution esquissée dans le *Manifeste Communiste*. Elle se retrouve au cœur de l'économie comme de la politique marxistes. Elle fait de la doctrine communiste un naturalisme radical. On peut lui appliquer une réflexion que F. Engels faisait dans sa jeunesse à propos du matérialisme. De même que ce dernier, le communisme « a mis en face de l'homme comme absolu la Nature, au lieu du Dieu chrétien » (14).

En fait, le communisme ne s'est pas contenté de mettre en face de l'homme la Nature comme absolu. Tout comme le recours au Surhomme de Nietzsche et son « appel au plus lointain », auquel se référait Léon Blum dans son article sur *l'Idéal socialiste* de la « Revue de Paris » en 1924, enveloppent une aliénation de l'homme dont on a connu les conséquences il n'y a pas vingt ans, la proclamation silencieuse et peu spectaculaire de la « mort de Dieu » par K. Marx enveloppe, elle aussi, l'homme dans une aliénation, l'aliénation au groupe, plus réelle que celles qu'il dénonçait, et qui conduit à la terreur, comme le remarque Albert Camus. « L'homme qui haïssait la mort et le dieu de la mort, remarque-t-il, qui désespérait de la survivance personnelle, a voulu se délivrer dans l'immortalité de l'espèce. Mais, tant que le groupe ne domine pas le monde, tant que l'espèce n'y règne pas, il faut encore mourir. Le temps presse alors, la persuasion demande le loisir, l'amitié, une construction sans fin ; la terreur reste donc le plus court chemin de l'immortalité » (15). Il faudra moins de cent ans pour que les conceptions de Marx développent toutes leurs virtualités (16).

Pour l'instant, retenons que, selon K. Marx, ce qui constitue l'homme dans son humanité, c'est le travail. C'est lui qui permet à l'homme de s'arracher à l'aliénation première en face de la nature étrangère et hostile. Malheureusement, la manière dont les hommes ont entrepris de s'arracher à la domination de la nature a conduit à l'appropriation privée de cette nature, ce qui entraîne pour l'homme au travail l'aliénation du fruit de son tra-

vail, et l'aliénation à soi-même, puisqu'il se dépouille de ce qui fait sa substance, son activité productrice, pour l'incarner dans des produits qui, finalement, ne pourront immédiatement satisfaire ses propres besoins et seront propriétés d'un autre. De cette double aliénation découle une conséquence : l'homme est incapable de réaliser son essence universelle en ce monde de la propriété privée et il tombe sous la domination de l'autre homme. Une telle situation ne pourra être renversée définitivement, l'homme ne pourra sortir de cette préhistoire pour entrer dans l'histoire, que si ce dépouillement de l'homme qui est négation de sa nature d'homme devient universel, de telle sorte que cet homme-nié niera sa propre situation de non-homme et dans cette négation même réalisera son essence universelle, deviendra pleinement homme, libre et indépendant. Pour cela, « il faut que se forme une classe avec des chaînes radicales, une classe de la société bourgeoise qui ne soit pas une classe de la société bourgeoise, une classe qui soit la dissolution de toutes les classes, une sphère qui ait un caractère universel par ses souffrances universelles..., qui soit, en un mot, la perte de l'homme et ne puisse donc se reconquérir elle-même que par la reconquête de l'homme » (17). Or cette classe existe : c'est le prolétariat industriel, engendré par la société bourgeoise capitaliste. Petit à petit, il découvre la contradiction qu'il y a entre ses conditions d'existence et la conscience qu'il acquiert de lui-même. Cette découverte fait du prolétariat la classe révolutionnaire par excellence, de telle sorte que « les conditions d'existence de la société ancienne sont détruites par les conditions d'existence qui sont faites au prolétariat » (18). « Ainsi, le développement même de la grande industrie détruit dans ses fondements le régime de production et d'appropriation des produits où s'appuyait la bourgeoisie. Avant tout la bourgeoisie produit ses propres fossoyeurs. La ruine de la bourgeoisie et la victoire du prolétariat sont également

(12) Jean LACROIX, *Sens de l'athéisme actuel*. Esprit, 2, 1954, p. 178.

(13) *Ibid.*, p. 174.

(14) F. ENGELS, *Esquisse d'une critique de l'économie politique*. M.E.G.A., I, II, p. 380.

(15) A. CAMUS, *L'homme révolté*. Gallimard, Paris, p. 303.

(16) Voir le dialogue de Bukharin avec Vichinsky au cours de son procès en 1937: *The Case of the Anti-Soviet « Bloc of Rights and Trotskyites »*. Moscou, 1938, pp. 430-438.

(17) K. MARX, *Introduction*, pp. 105-106.

(18) K. MARX, *Le Manifeste communiste*, trad. Ch. Andler. F. Reeder, Paris, § 27.

inévitables » (19). Au terme de cette lutte des classes, qui est le nerf de « toute l'histoire de la société humaine » (20), quand le combat révolutionnaire sur les barricades s'apaisera, « à l'ancienne société bourgeoise, avec ses classes et ses antagonismes de classe, se substituera une association où le libre développement de chacun sera la condition du libre développement de tous » (21).

Ces brillants aperçus apocalyptiques, ou prophétiques (22) du *Manifeste communiste* (1848), Karl Marx va essayer de les étayer par une analyse du régime capitaliste. Ce sera l'œuvre essentielle du reste de sa vie et ce travail acharné aboutira au *Capital* (1867). Mais ces développements ultérieurs vont faire apparaître les imprécisions et les insuffisances de l'analyse et de la pensée de Karl Marx, en même temps que l'erreur que recèlent les prémisses.

A une notion de classe ouvrière où les éléments éthiques et psychologiques tiennent une place prépondérante, se substitue une notion de classe fondée sur des données économiques : concentration d'intérêts économiques, sources du revenu.

La dialectique révolutionnaire d'allure catastrophique du *Manifeste Communiste* va se doubler d'une dialectique entre conditions d'existence et formes de conscience humaine, entre structures économiques d'une part, institutions et conceptions politiques, juridiques et morales d'autre part, qui affleurerait sans doute dans le *Manifeste*, mais n'était pas première, et qui laissera supposer que le passage du capitalisme au communisme s'effectuera inéluctablement par le seul développement de cette contradiction, considérée comme fondamentale.

Le développement de la société industrielle ne vient pas confirmer les vues de K. Marx sur le prolétariat. Celui-ci ne devient pas une classe universelle de la société industrielle ; au fur et à mesure que celle-ci se développe, il y perd en importance, il se différencie en groupes distincts, dont certains se rapprochent de la petite bourgeoisie. À côté de la classe bourgeoise et du prolétariat se constituent les classes moyennes. Le problème de la distribution prend une importance au moins aussi grande que celui de la production. Ce sont les entrepreneurs, de type schumpéterien ou autre, et non la classe bourgeoise dans son ensemble, qui accélèrent le développement d'un capitalisme, où des formes de socialisation apparaissent de plus en plus nettes (23).

La conception des crises du capitalisme qu'avait esquissée Karl Marx sont démenties par les analyses modernes. Ni la tendance chronique au paupérisme, ni celle à une accumulation du capital excessive par rapport au développement de la consommation, ni celle à la baisse du taux de profit ne peuvent être démontrées logiquement, ni prouvées par le recours à l'observation scientifique. De plus, « c'est une modification de la forme du cycle (noyé dans des inflations séculaires et des changements de structures) qui est le fait essentiel ; ce n'est pas une aggravation d'un cycle typique supposé rattaché à l'évolution économique du capitalisme détaché des facteurs exogènes (politiques, sociaux, psychologiques ; grandes guerres et réformes profondes des constitutions) » (24).

En essayant de renouveler les analyses de Marx pour les adapter à la situation du début du vingtième siècle, Lénine met en avant l'idée de la phase impérialiste du capitalisme, — idée qu'il emprunte à Rosa Luxembourg et à R. Hilferding, à laquelle il ajoute quelques conclusions politiques qui lui sont propres (25).

Cette phase impérialiste est caractérisée, d'après Lénine, par la domination des monopoles et du capitalisme financier sur le capitalisme industriel. Monopoles et capitalisme financier sont devenus des puissances de caractère international, qui conduisent les Etats capitalistes à se partager le monde en zones d'influence.

Sur le plan des rapports entre Etats impérialistes, il résulte de cette évolution, le développement de guerres mondiales, qui visent à la redistribution des zones d'action des capitalismes monopoleurs.

Sur le plan social, cette situation conduit à la trahison des chefs socialistes qui se font acheter par les capitalistes et abandonnent à elles-mêmes les masses ouvrières qui s'opposent à leurs aventures.

(19) K. MARX, op. cit., § 32.

(20) K. MARX, op. cit., § 2.

(21) K. MARX, op. cit., § 54.

(22) Cf. J. FRÉVILLE, *Comment fut écrit le Manifeste ?* Europe, février 1948, p. 44.

(23) Cf. J.K. GALBRAITH, *American capitalism. Hamish Hamilton, Londres.* — R.K. MERTON, *Social theory and social structure.* The Free Press, Glencoe, Ill., 1957, pp. 281 et suiv.

(24) F. FERROUX, *Le capitalisme.* Collection « Que sais-je ? » P.U.F., 3^e édit., Paris, 1958, p. 109.

(25) LÉNINE, *L'impérialisme, stade suprême du capitalisme.* Edit. Sociales, Paris.

Sur le plan mondial, les nations se divisent en nations exploitées, les peuples colonisés et nations exploitatrices, c'est-à-dire les Etats bourgeois impérialistes.

Du développement de l'impérialisme sort donc la cassure du monde en deux sur tous les plans. C'est que les contradictions du capitalisme sont manifestées totalement. Au-delà il n'y a plus rien que la révolution mondiale.

En fait les estimations de Lénine se sont heurtées à la réalité qu'il a mal décrite et mal analysée. En particulier, il a sous-estimé la capacité de résistance du capitalisme, sa capacité d'adaptation et de transformation. Il n'a pas pris en considération le fait que l'expansion économique qui a précédé la première guerre mondiale, a fortifié considérablement le système capitaliste. Il n'a pas vu, non plus, qu'elle élevait aussi bien le niveau de vie de la classe ouvrière prise dans son ensemble que celui des capitalistes. Il est notable que Lénine qui donne de nombreuses statistiques à l'appui de ses affirmations, n'en produit aucune relative aux salaires ouvriers. Il est non moins notable que, dans la réédition récente que E. Varga et L. Mendelsohn ont donné, de *l'Impérialisme stade suprême du capitalisme*, en l'accompagnant d'un appareil statistique récent complémentaire, ils n'en produisent aucune concernant les salaires (26).

De même les explications de Lénine concernant le fait colonial sont insuffisantes ou inexactes. D'après lui, l'expansion coloniale devait être la conséquence de la pression de l'accumulation sur le taux de profit. Or, l'époque des conquêtes coloniales apparaît comme une période où le capitalisme était encore à ses débuts. D'ailleurs le phénomène colonial apparaît bien avant le développement du capitalisme et du capitalisme financier. Les empires coloniaux se fondent au XVI^e siècle au temps du mercantilisme.

Néanmoins, pour d'autres raisons que celles invoquées par Lénine, la division du monde en nations exploitées et en nations impérialistes va devenir un des leviers essentiels de la pratique communiste, une fois qu'on aura reconnu l'impossibilité de faire déboucher la révolution russe de 1917 sur une révolution européenne et encore moins sur une révolution mondiale. Cette remarque nous conduit au second point de notre exposé

K. Marx, qui avait proclamé que « les prolétaires n'ont pas de patrie », n'a pas attaché une grande importance aux problèmes coloniaux dans le mouvement révolutionnaire prolétarien, bien qu'il ait consacré quelques pages au problème de la colonisation dans le *Capital*. Par contre, il a suivi de très près les mouvements de libération nationale qui ont eu pour théâtre l'Europe, surtout à partir de la Révolution française de 1848. Le soutien qu'il leur a apporté n'a pas été sans nuance. Il a appuyé les mouvements nationalistes dirigés contre la monarchie des Habsbourg, et contre le tzar en Russie. Mais il s'est opposé non moins vigoureusement à ces mêmes mouvements, quand il estimait qu'ils prenaient une « mauvaise direction » et qu'ils aboutiraient au renforcement du despotisme autrichien ou russe.

Les mouvements nationaux pour l'indépendance en Pologne, Italie, Irlande, Allemagne, Hongrie intéressent Marx et Engels dans la mesure où ils y découvrent une expression de la révolution bourgeoise contre le féodalisme, donc une étape vers le progrès social et politique. Dès que le problème de la Pologne prussienne, la Pologne (et pratiquement celui de toute la Pologne), est posée à l'Assemblée de Francfort en 1848, K. Marx (à moins que ce ne soit F. Engels qui ait rédigé les textes), dans des articles de la *Nouvelle Gazette Rhénane*, prend fait et cause pour les révolutionnaires polonais qui s'attaquent à l'opresseur russe, allant même jusqu'à envisager la possibilité d'une guerre contre la Russie, afin de les aider à se libérer du joug. Car « la lutte pour l'indépendance de la Pologne est en même temps celle de la démocratie rurale, la seule qui puisse exister dans l'Est de l'Europe, contre l'absolutisme patriarcal et féodal » (27). En 1864, encore, dans *l'Adresse inaugurale de l'Association Internationale des Travailleurs* (la première Internationale), il s'en prend à la Russie qui s'efforce d'« assassiner l'héroïque Pologne ». Mais, en même temps, avec Engels, il juge sévèrement les mouvements similaires des Tchèques et Slaves du Sud qui se révoltèrent eux aussi en 1848. C'étaient les derniers efforts de nationalités ayant perdu leur vitalité, « dont l'échec, en dehors de toutes considérations révolutionnaires,

(26) Cf. F. STERNBERG, *Le conflit du siècle*, Coll. « La Cité prochaine », Edit. du Seuil, Paris, 1957, pp. 174 et suiv., pp. 234 et suiv.

(27) K. MARX, *La question polonaise devant l'Assemblée de Francfort*. Alcan, 1929, p. 29.

devait prouver que la Bohême ne saurait désormais exister que comme partie constituante de l'Allemagne » (28). Il en était de même pour la Croatie qui se révoltait contre la Hongrie au moment où la Révolution libérale de Kossuth allait être écrasée par la Russie : *objectivement*, les Slaves du Sud servaient les forces antidémocratiques.

Par contre, il sera favorable à la lutte des Serbes, autres Slaves du Sud, contre le pouvoir des Turcs qui représente la féodalité dans le Sud-Est européen (29).

Marx, qui avait été favorable au mouvement national en Allemagne, s'opposera à lui à partir de Sadowa et surtout en 1870, lorsque l'Allemagne voudra annexer l'Alsace-Lorraine, ce qui serait un détriment pour la classe ouvrière française. De même, partisan de la révolution italienne en 1848, dès 1851, il considérera qu'un mouvement nationaliste, dirigé par la bourgeoisie italienne, ne pourra que servir les intérêts autrichiens (30).

Dans une lettre à F. Engels, où il discute du mouvement ouvrier anglais, il se déclare d'accord avec lui pour estimer qu'il est de l'intérêt le plus strict de la classe ouvrière anglaise de prendre conscience de l'identité de leurs intérêts actuels avec ceux de l'Irlande. En 1870, il écrit à des amis : « Je suis arrivé à la conclusion que le coup décisif contre les classes dirigeantes anglaises ne peut être porté en Angleterre, mais en Irlande » (31).

C'est donc dans la mesure où les mouvements de libération nationale peuvent orienter une nation, ou une partie de l'humanité, vers la démocratie ou éventuellement vers le socialisme, qu'ils intéressaient Marx et Engels. Ils apparaissaient alors comme une étape de l'évolution humaine vers le socialisme. Mais, dans la mesure où ces mouvements s'égarèrent ou risquaient de servir les intérêts des classes dirigeantes, il convenait de les combattre ou au moins de ne leur apporter aucun soutien. Dans certains cas, mais dans certains cas précis seulement, la révolution démocratique bourgeoise pouvait faire avancer le mouvement prolétarien. Idée nouvelle que n'exprimait pas *Le Manifeste communiste*.

Ce n'est qu'à la fin de sa vie, après la mort de K. Marx, que F. Engels prêta attention aux problèmes coloniaux, en particulier à ceux soulevés par la présence anglaise aux Indes et les guerres

de la Chine avec les puissances européennes. Mais, toutefois, il estimait que le développement de ces pays retardés n'aurait qu'une influence indirecte sur l'avenir du prolétariat (32).

La conception de la révolution de Marx s'est donc beaucoup assouplie depuis son entrée dans la vie politique. Tandis que Proudhon, par exemple, estimait que les tensions nationalistes devaient se résoudre grâce à la transformation du monde en une société à fondement mutualiste et fédéraliste (33), Marx et Engels voient la possibilité de faire servir, dans certains cas, ces tensions au mouvement révolutionnaire lui-même. Proudhon, pourrait-on dire, pensait dans la perspective d'une société industrielle hautement développée ; Marx et Engels, dans le cadre d'un univers semi-féodal, semi-capitaliste, en marche vers le capitalisme et le socialisme.

De Marx à la révolution de 1917.

Après Marx et Engels, les marxistes sont divisés sur la question coloniale durant toute la fin du XIX^e siècle et le début du XX^e. Les uns — les réformistes — voient dans le colonialisme un facteur de progrès dans le développement du monde. Ils acceptent le fait colonial et réclament simplement la disparition de ce qu'il y a d'inhumain dans certaines méthodes du colonialisme. Au contraire, les autres, plus radicaux, exigent la suppression des colonies. Mais ils attachent de l'importance surtout au mouvement prolétarien, dont le succès suffira pour faire disparaître le système colonial (34).

Il faudra attendre Lénine pour que question nationale et question coloniale soient liées entre elles intimement.

(28) F. ENGELS, *La révolution démocratique en Allemagne*. Edit. Sociales, Paris, 1951, p. 248.

(29) Cf. K. MARX, *Œuvres politiques*. Costes, Paris, tome III, pp. 46-49.

(30) Cf. Lettres de K. Marx à J. Weydemeyer (11 septembre 1851), et à F. Engels (13 septembre 1851). *Marx-Engels Briefwechsel*. Berlin, 1949, tome I, p. 317.

(31) Cf. Lettres de K. Marx à Meyer et à Vogt, 9 avril 1870.

(32) Cf. Lettre de F. Engels à Sorge (10 novembre 1894), *Correspondance F. Engels-K. Marx et divers publiée par F.A. Sorge*. Costes, Paris, 1950, tome II, p. 327.

(33) Cf. PROUDHON, *Du principe fédéraliste*, pp. 70-85, 119-120.

(34) Cf. D. BOESNER, *The Bolsheviks and the national and colonial question*. Droz, Genève, 1957, pp. 29 et suiv.

La question nationale se pose à l'intérieur du mouvement social-démocrate, surtout à propos des mouvements socialistes de deux pays multi-nationaux, l'Autriche-Hongrie et la Russie. Les Autrichiens, tels O. Bauer, K. Renner, croient trouver la solution de l'irritant problème des minorités nationales par l'octroi de l'autonomie culturelle à chaque nationalité sur la base d'une autonomie territoriale dans le cadre d'un Etat fédératif décentralisé. Dans la clandestinité, les Bolchéviks russes la cherchent dans la constitution d'un parti révolutionnaire fortement centralisé, qui contrebalancera les tendances centrifuges des minorités nationales de l'Empire russe. Dès 1903, Lénine prend position contre les solutions fédéralistes et, pour réfuter Otto Bauer, il fait écrire en 1913, par Staline, une étude intitulée *Le marxisme et la question coloniale*. Les Bolchéviks reconnaissent pour toute nationalité le droit à l'autodétermination et même celui de faire sécession ; mais, du point de vue du prolétariat, ils s'opposent à tout mouvement de sécession qui nuirait aux intérêts de la révolution prolétarienne mondiale (35). Il n'y a pas de droit abstrait des nations à l'indépendance. En 1916, Lénine écrit une étude *Conclusions d'un débat sur le droit des nations à se définir elles-mêmes*, où il affirme à nouveau ses positions contre O. Bauer (36).

Dans son propre parti, Lénine eut à lutter contre certains Bolchéviks gauchisants, tels Radek et Bukharin, ainsi que contre Rosa Luxembourg, qui voient l'avenir d'un point de vue purement social : la révolution sociale mondiale.

Dans son livre *L'accumulation du capital*, Rosa Luxembourg considère que le capitalisme s'est développé en impérialisme et que celui-ci s'effondrera dans ses propres contradictions avant qu'il ait dévoré la dernière de ses colonies.

Dans ces conditions, question nationale et question coloniale sont des éléments secondaires de la révolution sociale (37). Elle reprendra ses thèses dans *La Crise de la Social-Démocratie*, en 1916, contre laquelle s'élèvera Lénine (38). Pour celui-ci, en effet, la question est à la fois sociale et nationale. Révolution sociale, prolétarienne en Europe et en Amérique dans les pays capitalistes avancés, révolution nationale en Asie dans les pays semi-féodaux ou retardés ne font qu'un seul et même problème. C'est la signification qu'il convient de donner à sa fameuse réflexion de 1923 dans *Mieux*

vaut moins, mais mieux : « L'issue de la lutte dépend finalement de ce que la Russie, l'Inde, la Chine, etc..., forment l'immense majorité de la population du globe. Et c'est justement cette majorité qui, depuis quelques années, est entraînée avec une rapidité incroyable dans la lutte pour sa libération. A cet égard, il ne saurait y avoir de doutes quant à l'issue finale de la lutte universelle. A cet égard, la victoire du socialisme est absolument et pleinement assurée » (39).

Nous avons examiné ailleurs comment, en Union Soviétique, ont été mis en œuvre les principes de la politique marxiste-léniniste des nationalités et dit à quels compromis avec les faits avait dû se plier la doctrine et à quelles difficultés cette politique avait conduit (40). Aussi nous contenterons-nous ici d'examiner comment le marxisme-léninisme s'attaque au problème colonial de nos jours.

Du Komintern à la conférence du Caire.

Au Congrès de fondation de la Troisième Internationale, tenu à Moscou, du 2 au 19 mars 1919, se trouvaient beaucoup de représentants des peuples coloniaux et semi-coloniaux. Mais ils n'eurent qu'une voix consultative au cours des débats, en raison de la faiblesse des partis qu'ils représentaient.

Dans le *Manifeste de l'Internationale Communiste à tous les prolétaires du monde*, rédigé par L. Trotsky et adopté à l'unanimité par le Congrès à sa dernière session, il n'est fait qu'une brève mention des prolétariats des pays arriérés. Et, cette mention se situe dans la ligne des idées développées par R. Luxembourg, dont la mémoire est évoquée à la fin du document ainsi que celle de K. Liebknecht : ce qui compte avant tout, c'est le mouvement ouvrier prolétarien d'Europe ; de son succès dépend la disparition du système colonial. « La libération des colonies n'est possible qu'en conjonction avec l'émancipation de la classe ou-

(35) Cf. H. CHAMBRE, *Le marxisme en Union Soviétique*. Coll. « Frontière ouverte ». Edit. du Seuil, Paris, 1955, p. 291.

(36) Cf. LÉNINE et ZINOVIEV, *Contre le Courant*. Bureau d'Éditions, Paris, tome II, pp. 120-154.

(37) Cf. ROSA LUXEMBOURG, *The Accumulation of capital*. Routledge and Kegan Paul, Londres, 1951, pp. 451-453.

(38) Cf. LÉNINE, *Sur la brochure de Junius*, dans « Contre le Courant », tome II, pp. 161-166.

(39) LÉNINE, *Œuvres choisies en deux volumes*. Moscou, 1947, tome II, p. 1044.

(40) Cf. H. CHAMBRE, *op. cit.*, pp. 309-326.

rière métropolitaine... Dans les colonies les plus avancées, la lutte est plus que la lutte pour la libération nationale : elle présente un caractère social défini... Esclaves coloniaux d'Afrique et d'Asie ! l'heure de la dictature du prolétariat en Europe sera également l'heure de votre libération » (41). Le manifeste était signé, entre autres, par Lénine pour la Russie.

Mais si Lénine, en 1919, laisse passer cette thèse proche parente de celle de R. Luxembourg et de la Gauche bolchévik, au second Congrès du Komintern, en juillet 1920, il fait prévaloir un point de vue conforme à ses conceptions. La Révolution prolétarienne n'avait pas avancé beaucoup en Europe, tandis que les pays coloniaux d'Asie et d'Afrique s'agitent et que s'y fondent des partis communistes. En présence d'une conjoncture internationale différente, il est nécessaire de réviser la politique coloniale de l'Internationale Communiste.

Dès l'ouverture du Congrès, Lénine déclare qu'il sera celui de l'union du prolétariat — « la seule classe véritablement révolutionnaire », répète-t-il à plusieurs reprises dans les thèses inaugurales du Congrès — avec « les esclaves des colonies ». Dans son rapport, il affirme qu'il faut organiser des Soviets dans les pays arriérés non capitalistes : « Les Soviets sont possibles là : ce ne seront pas des Soviets d'ouvriers, mais des Soviets de paysans ou de travailleurs ». Et il ajoute : « Le mouvement des Soviets a commencé dans tout l'Orient, dans toute l'Asie, dans tous les peuples coloniaux ». Aussi, dans les thèses, s'efforce-t-il de préciser la nature et le rôle des Soviets et de la dictature du prolétariat. Il s'agit d'organiser l'action communiste dans tous ces pays, de telle sorte que le prolétariat entraîne dans la lutte les masses travailleuses des nations, dans un unique combat contre les seigneurs féodaux des pays d'Orient et la bourgeoisie capitaliste d'Occident. « Ce serait une utopie de croire que les partis prolétariens, dans la mesure où ils peuvent surgir dans de tels pays (coloniaux), seront capables de promouvoir une tactique communiste, une politique communiste dans ces pays retardés, sans établir de relations définies avec le mouvement paysan et sans le soutenir » (42). Dans le projet de *Thèses sur les questions nationale et coloniale* soumis au Congrès, il insiste sur la nécessité de réaliser « l'union la plus étroite de tous les mouvements d'émancipation nationale et coloniale avec la Russie des Soviets » (43).

Le soutien apporté par les partis prolétariens communistes aux mouvements de libération nationale dans les pays retardés doit être tel que le Komintern ne soit pas lié à ces mouvements et qu'il puisse éventuellement les combattre si, dans une phase ultérieure, ils apparaissent *objectivement* comme des obstacles au développement du mouvement international prolétarien. Les alliances auront donc un caractère temporaire afin de préserver partout et en toutes circonstances l'indépendance du mouvement ouvrier révolutionnaire. Cette conception tactique s'apparente, on le voit, aux idées que Marx et Engels avaient formulées à propos des mouvements nationaux européens du XIX^e siècle.

Dans les années qui suivirent, deux tendances s'affrontèrent au sein de l'Internationale Communiste, surtout après la mort de Lénine en 1924. Il y a, d'un côté, ceux qui veulent, à tout prix, préserver l'indépendance du mouvement ouvrier révolutionnaire international et qui s'apparentent à Trotsky et à Zinoviev, bien qu'entre les conceptions des deux leaders, il y ait quelques différences. D'un autre côté, il y a ceux pour qui tout mouvement de libération nationale parmi les peuples de couleur est un pas en avant vers la réalisation du socialisme. Ce conflit entre la « gauche » s'appuyant essentiellement sur le mouvement prolétarien mondial et la « droite » soutenant les mouvements nationalistes révolutionnaires exprime au plan du Komintern les discussions politiques intérieures à l'U.R.S.S. L'influence de l'Union Soviétique n'a cessé en effet de grandir au sein du Komintern, et la tendance s'accroît qui identifie les intérêts propres de l'U.R.S.S. avec ceux de la révolution mondiale.

La politique du Komintern en Chine, de 1924 à 1927, et en Afrique du Sud à la même époque, reflète ces conflits intérieurs (44). Elle se caractérise en Chine par une coopération étroite du

(41) *The Communist International, 1919-1943. Documents*, volume I, 1919-1922, selected and edited by Jane Degros, Oxford U.P., Londres, 1956, p. 43.

(42) LÉNINE, *Rapport sur la situation internationale et les tâches fondamentales de l'Internationale Communiste (en russe)*. Sotschinenija, tome XXXI, pp. 207, 208, 209, 217.

(43) LÉNINE, *Œuvres choisies en deux volumes*, tome II, p. 796.

(44) Cf. B.I. SCHWARTZ, *Chinese communism and the rise of Mao*. Harvard U.P., Cambridge, Mass., 1952. — C. BRANDT, B. SCHWARTZ, J.K. FAIRBANK, *A documentary history of chinese communism*. Harvard U.P., 1952, pp. 65 et suiv. — P. MILIOUKOV, *La politique extérieure des Soviets*. M. Giard, Paris, 1934, pp. 240-285.

mouvement communiste chinois, né au début de 1921 avec le Kuomintang, sans qu'une analyse réelle de la situation permette de voir dans quelle direction on s'engage. Prônée par Staline, elle aboutit à un échec retentissant en 1927, mais Trotsky, qui s'y était opposé, est définitivement éliminé de la scène politique russe et de celle du Komintern. L'erreur de Staline réside surtout dans une appréciation erronée des structures et de la force du Kuomintang et dans la persuasion qu'en y entrant les communistes chinois pourront l'orienter et le diriger. En 1945, Staline commettra des erreurs d'appréciation aussi importantes à l'égard du communisme chinois quand il conseillera à Mao-Tsé-tung de traiter avec Chang Kai-chek.

L'invasion par le Japon en 1932 de la Mandchourie, l'entrée de l'Union Soviétique à la Société des Nations en 1934, la montée des fascismes en Europe, à partir de 1933, et la décision corrélative prise en 1935 par l'Internationale Communiste de lancer partout où c'est possible des Fronts populaires, sont autant de facteurs qui rejettent au second plan la lutte anti-colonialiste du Komintern. À partir de sa dissolution en 1943, celle-ci est laissée plus largement à l'appréciation des partis communistes locaux et métropolitains.

Par contre, à partir de 1955, après la Conférence de Bandoeng, se dessine une orientation nouvelle, dont il importe de marquer les traits essentiels. Sur l'invitation des puissances signataires du Pacte de Colombo, s'est tenue au printemps 1955, à Bandoeng, en République indonésienne, une conférence des gouvernants des peuples de couleurs d'Asie et d'Afrique, en vue de « mobiliser en faveur de la paix la violence morale des nations », comme le déclarait Sukarno à la séance d'ouverture de la conférence. Cette assemblée groupait les représentants des peuples situés géographiquement sur « la ligne de vie de l'impérialisme » colonial, qui passe par Dakar, le Congo, le Kenya, l'Océan Indien, l'Indonésie et le Japon.

Le dénominateur commun qui unit tous ces peuples, notait Sukarno, c'est la haine du colonialisme et celle du racisme. Appartenant à des pays sous-développés économiquement, ces peuples avaient le sentiment d'appartenir à une communauté de destin, du fait de leur soumission antérieure aux puissances coloniales européennes.

Le communisme n'était pas officiellement repré-

senté à Bandoeng. Bien que puissance asiatique par son territoire sibérien et les 40 millions de sa population musulmane d'Asie Centrale, l'U.R.S.S. était absente. Quant à la Chine, sa présence se justifiait parce qu'elle était le frère aîné des peuples de couleur, le premier qui s'était libéré de l'oppression capitaliste et s'avancé rapidement sur la voie de l'industrialisation.

L'absence de l'Union Soviétique n'était pas le signe qu'elle se désintéressait du sort de la conférence. Sans doute, elle était bien persuadée que la conférence de Bandoeng n'allait pas faire basculer l'Asie du Sud-Est dans le communisme. Il lui suffisait que la conférence cristallise en troisième force internationale — force morale — le ressentiment des peuples de couleur à l'égard des puissances blanches, pour que soit éliminée ou notablement amoindrie l'influence de celles-ci dans cette région du monde et que, du coup, la voie soit ouverte à la sienne et par suite au communisme. Les voyages de Boulganine et de Khrouchtchev aux Indes et en Birmanie permettraient de concrétiser les choses.

À la Conférence du Caire, tenue fin décembre 1957, qui fait suite à celle de Bandoeng et qui réunit cette fois-ci, non plus les gouvernants, mais des délégations des peuples afro-asiatiques, la situation est toute autre.

La délégation du peuple soviétique est importante et elle dévoile clairement sa politique qui se ramène aux trois points suivants :

1° offre d'une aide économique et technique soviétique à tous les pays afro-asiatiques qui la désirent, sous forme d'envoi d'économistes, techniciens, enseignants, d'usines, organisations éducatives et hôpitaux, à tous les peuples afro-asiatiques qui le désirent ;

2° rejet de l'idée d'assortir d'un pacte militaire cette offre, à la différence, dit-on, de ce que font les Américains et les Occidentaux ;

3° promesse d'une aide soviétique à tous les peuples qui sont en lutte pour leur indépendance.

En même temps, la Conférence décide les mesures suivantes :

1° organisation d'un certain nombre de congrès afro-asiatiques d'économistes, syndicalistes, coopérateurs, membres de chambres de commerce, jeunes, écrivains ;

2° création d'un secrétariat permanent où siège un membre soviétique, chargé de publier un périodique ;

3° création de comités de solidarité dans tous les pays intéressés.

La presse soviétique accorde une place importante à la conférence qui lui paraît caractérisée par le fait que c'est la première fois dans l'histoire de l'humanité que se sont rencontrés les leaders populaires d'Afrique et d'Asie ; que c'est une manifestation éclatante de la solidarité de ces peuples contre l'esclavage impérialiste et pour la liberté, l'indépendance et la paix. Elle souligne que c'est un coup porté à la politique des blocs : N.A.T.O., S.E.A.T.O., pacte de Bagdad (45).

Ce qu'elle ne dit pas, cette fois-ci, mais ce qu'un article du « *Kommunist* » avait relevé, quelques mois auparavant, c'est que l'U.R.S.S. s'intéresse à l'Afrique également d'un point de vue stratégique. En cas de conflit mondial, elle craint que ce continent ne devienne la base d'approvisionnement et la base de départ des nations européennes (46). Ce qu'elle ne dit pas non plus, c'est que les Instituts d'Ethnographie de Moscou et de Léninegrad s'intéressent beaucoup aux problèmes africains, en particulier à la formation des nationalités africaines dans le cadre du colonialisme (47).

*
**

De la politique du Komintern d'avant-guerre aux linéaments de la politique soviétique à l'égard des peuples de couleur telle qu'elle est dessinée à la Conférence du Caire, la politique du communisme vis-à-vis des mouvements nationaux s'est modifiée.

Certains de ses traits demeurent immuables, dont le plus important nous paraît être l'identification des intérêts de l'Union Soviétique et de ceux du mouvement révolutionnaire ouvrier. Cette identification, œuvre de Staline, n'est pas remise en question.

Par contre, la stratégie et la tactique ont varié. La stratégie s'est étendue à l'Afrique depuis quelques années. Elle est beaucoup moins axée sur la proposition de réaliser le communisme dans un avenir prochain par le développement de partis communistes nationaux et l'alliance conditionnelle avec les mouvements nationaux « bourgeois-démocrates ». Beaucoup plus souple que celle du Komin-

tern d'avant la seconde guerre mondiale, elle s'appuyera plus volontiers sur les mouvements syndicaux susceptibles de rallier des masses plus importantes à des programmes de revendications « progressistes ». Elle met l'accent :

1° sur l'appui idéologique que l'Union Soviétique et la Chine peuvent apporter aux peuples de couleur, en insistant sur le message de fraternité et d'égalité des hommes et des peuples de l'univers que le communisme propose, sur le rôle de l'amitié des peuples en Russie pour constituer une grande nation socialiste, sans rien dire naturellement de ce qu'il en est exactement de « l'amitié des peuples de l'U.R.S.S. » et au profit de qui elle s'est exercée jusqu'à maintenant (48) ;

2° sur l'aide économique et technique que l'Union Soviétique se propose d'apporter aux peuples en train de se libérer du joug colonial, — aide accordée sans contrepartie politique, en apparence du moins ;

3° sur l'absence de visée impérialiste de l'Union Soviétique qui ne demande la conclusion de pactes militaires avec personne.

Dans cette perspective, l'importance de l'exemple de la Chine communiste ne saurait être minimisée. De même que l'Union Soviétique, et grâce à son appui, de pays économiquement retardé elle devient une nation industrialisée. La souplesse, apparemment plus grande qu'en U.R.S.S., apportée à la collectivisation des terres, qui permettra peut-être d'éviter les erreurs soviétiques des années 1929-30, ainsi que celle de la planification et du développement de l'industrie chinoise, apparaissent comme des facteurs positifs aux peuples de couleur.

Ce que cette tactique ne dit pas, c'est ce que, dans une étude substantielle sur la coexistence économique des deux régimes, le capitaliste et le socialiste (pour faire bref ici), notait un économiste, à savoir que « la coalition des États brusquement industrialisés de l'Est tente d'accomplir une partie de ce que les économies dominantes du XIX^e siècle ont fait. Elle tire parti de l'inégalité des dé-

(45) Cf. *Izvestija*, 3 janvier 1958.

(46) Cf. I. POTEKHIN, *Vozrastajuchtese snatchenie Afriki v mirovoj ekonomike i politike*. « *Kommunist* », 6, 1957, pp. 100 et suiv.

(47) Cf. *Présence Africaine*, octobre-novembre 1957.

(48) Cf. H. CHAMBRE, *op. cit.*, pp. 319-321. — V. MONTEIL, *Les musulmans soviétiques*. Edit. du Seuil, Paris, 1957, *passim*.

veloppements. Elle bâtit des voies de communication, entreprend de grands travaux publics, fonde des centres qui orienteront durablement les trafics et les esprits » (49). Peut-on avoir des raisons sérieuses de penser que ces deux expériences, animées par des idéologies différentes, aboutiront à des résultats différents, l'une l'exploitation, l'autre la libération des peuples de couleur? Ce serait mal analyser l'influence des idéologies sur les systèmes économiques et politiques que de l'affirmer (50).

Ce que cette politique ne dit pas, c'est à quel prix se réalise le passage à l'industrialisation par la voie socialiste, aussi bien dans les démocraties populaires européennes que pour les populations d'Asie Centrale Soviétique. Pas plus le marxisme-léninisme que le régime capitaliste ne se sont posé sérieusement le problème de la cohabitation de la civilisation plus ou moins archaïque des populations des pays sous-développés ou économiquement retardés et de la civilisation industrielle sur leurs territoires. C'est un problème pourtant capital, aux aspects multiples : natalité biologique et natalité contrôlée, rationalisée ; scolarisation des enfants ; emploi des adultes ; équilibre entre ville et campagne, c'est-à-dire entre industrie et agriculture. Ces problèmes se posent en Asie du Sud-Est et en Afrique aussi bien qu'en Chine et dans les Républiques soviétiques d'Asie Centrale (51).

Enfin, en privilégiant la dialectique des classes et la dialectique des structures économiques et des formes de conscience sociale, tout comme la dialectique des peuples opprimés et des peuples oppresseurs, le communisme laisse de côté des conflits plus réellement agissants dans le développement du monde, par exemple celui des grands ensembles spatiaux organisés et mus par des pôles de croissance et des espaces nationaux organisés, qui débordent par certains côtés le conflit entre peuples de couleur et peuples développés. En même temps, le communisme s'éloigne de plus en plus d'une conception de l'évolution des sociétés dépendant directement de causes économiques pour s'attacher à une conception où les facteurs extra-économiques jouent un rôle prépondérant.

De plus, le communisme construit sa doctrine révolutionnaire d'aujourd'hui sur le concept d'une égalité des races et des peuples dont on doit se demander si elle a un fondement dans ce que nous apprennent l'anthropologie et la paléontologie humaine, — et ceci sans verser aucunement dans les théories racistes radicalement fausses. On peut, en effet, se poser cette question, quand on voit un esprit aussi distingué et aussi ouvert au progrès des sciences que Pierre Teilhard de Chardin, spécialiste de ces problèmes, envisager plutôt une *complémentarité* qu'une *égalité* des races et des peuples dans la montée de l'humanité vers plus de conscience (52). De telle sorte que ce n'est pas dans la direction d'une lutte entre peuples qu'il faut chercher la solution, mais dans celle d'une coopération qui rejette les hypocrisies des systèmes en présence.

Parti d'une conception de l'évolution des sociétés qui voit dans la lutte des classes le fait essentiel de leur histoire et qu'il érige en mythe directeur de l'action, sans rejeter ce point de vue, le marxisme-léninisme débouche sur une conception où la lutte entre peuples dominés et dominants devient la loi fondamentale de l'évolution, que l'idée de « coexistence pacifique » ne saurait masquer. Parce que ces deux conceptions privilégient et surélèvent, chacune à leur manière, une fraction de l'humanité au détriment de l'autre, ni l'une ni l'autre ne peuvent conduire l'humanité à cette ère de paix que souhaitent tous les hommes. Au fondement de la paix, il faut une conception de l'homme qui permette à tout homme, quel qu'il soit, d'être reconnu par l'autre comme son frère humain.

(49) F. PERROUX, *Les pôles de développement et la politique de l'Est*. Politique étrangère, 3, 1957, p. 268.

(50) Cf. H. CHAMBRE, « Formation du capital en U.R.S.S. ». Revue de l'Action Populaire, n° 116, mars 1958.

(51) Cf. Le « Tiers-Monde », *Sous-développement et développement*, publié sous la direction de G. Balandier, I.N.E.D., Cahier n° 27 P.U.F., 1956, pp. 290 et suiv. — G. TILLION, *L'Algérie en 1957*. Edit. de Minuit, Paris, 1957, pp. 35 et suiv. — V. MONTEIL, *Les musulmans soviétiques*. Edit. du Seuil, Paris, 1957, passim. — TIBOR MENDE, *L'Asie du Sud-Est*. Edit. du Seuil, Paris, 1954, passim.

(52) Cf. C. CUENOT, *Pierre Teilhard de Chardin*. Club des Editeurs, Paris, 1958, p. 352, citant une lettre de Père Teilhard au Directeur de l'U.N.E.S.C.O.

